

Stratégies identitaires dans la société postcommuniste roumaine

Alexandra Jivan,
Doctorante en anthropologie
Université Laval

- Version provisoire -

Texte-support pour une communication dans le cadre d'un colloque sur la transition dans les pays est-européens.

- Octobre 2006 -

Notes aux lecteurs :

- *Comme le public du colloque sera composé surtout de personnes qui connaissent le contexte roumain, la situation géo-historique n'est pas trop développée. Par contre, j'ai essayé d'adapter le texte pour le public du CIRCEM, en insérant des notes de bas de page chaque fois qu'il pourrait y avoir lieu de précisions supplémentaires.*
- *Le générique masculin est utilisé sans discrimination, uniquement dans le but d'alléger le texte.*
- *Dans le respect des revendications récentes au niveau mondial des communautés roms, j'ai préféré la dénomination Rom à celle de Tsigane.*

A.J., Montréal, octobre 2006

Plan

± PRÉAMBULE	2
± SUR LA TRANSITION	2
± IDENTITES ET IDENTIFICATIONS	4
1. La confiance / l'absence de confiance	6
2. Le rapport à l'argent	8
3. La réorganisation de l'espace privé et des modes de vie	9
4. La renégociation des genres	11
5. Le « complexe du marginal »	13
6. Le nationalisme	14
± EN GUISE DE CONCLUSION	15

± PRÉAMBULE

Quand j'ai annoncé à ma famille, en Roumanie, le sujet de mon intervention, portant, *lato sensu*, sur la transition vers la démocratie, ma grand-mère, âgée de quatre-vingt-cinq ans, m'a dit : « *Tu ne devrais pas avoir de problèmes! La transition c'est comme quand vous êtes partis au Canada : vous avez pris un vol de Timisoara à Vienne, où vous êtes passés par une transition de six heures, et ensuite vous vous êtes embarqués pour Montréal* ». Je lui ai tout de suite répondu : « *Mais, non, tu confonds, ça c'est le transit, pas la transition!* ». « *Transit, transition, c'est la même chose* » - m'a-t-elle répliqué.

En réalité, elle n'a pas complètement tort! Les deux termes sont, effectivement, similaires, au moins si on se fie à leur origine latine : le substantif *transiŭtio, -ōnis*, qui signifie *passage*.

Mais, voyez-vous, déjà en partant, plusieurs questions se posent à moi, puisqu'il y a, à Vienne, deux lieux de transit/transition. Le premier niveau est celui des *duty-free shops*, des cafétérias, des chocolats *Mozart*, des salles de transit VIP, des connections Internet sans fil. Au rez-de-chaussée, la transition est plus dure : ni *duty-free*, ni *Mozart*, ni Internet. Au premier niveau, on attend les vols vers l'ouest, tandis qu'au rez-de-chaussée ceux vers l'est¹. Par exemple, pour aller à Strasbourg, à Bruxelles, à Montréal, mais aussi à Prague ou en Pologne, on doit monter l'escalier. Quand on rentre à Bucarest, Timisoara ou Moscou, on va descendre.

± SUR LA TRANSITION

Effectivement, il y aurait au moins deux types de transition : je vais les appeler en ce qui suit *évolutive* et *involutive*. Je rejoins ainsi un texte de Vintila Mihailescu, anthropologue roumain, qui notait au sujet de la transition roumaine :

« Sa particularité consiste dans le fait qu'elle se développe, impartiale, comme les Roumains, dans les deux sens : vers le chauffage central et vers le poêle à bois, vers les moissonneuses-batteuses allemandes et vers la charrue tirée par des bœufs, vers le capitalisme et vers le féodalisme... » (Mihailescu 2003).

La question de la transition s'avère très vaste et cela pose parfois problème aux diverses approches. Par exemple, dans le cas roumain, elle peut signifier : la corruption; l'économie

¹ Est et ouest de Vienne.

souterraine; le chômage et la migration vers les marchés occidentaux; la question de la rétrocession des propriétés comme pas démocratique logique et nécessaire après la collectivisation imposée par l'ancien régime communiste; la problématique rom; la montée du nationalisme et, conséquemment, les relations interethniques; le rôle de la société civile; l'intégration dans les structures de l'OTAN et la négociation de l'adhésion à l'Union européenne².

Ces changements, qu'ils soient de nature politique, juridique, économique ou socioculturelle, se reflètent visiblement dans la vie de tous les jours de la population touchée par ce processus et produisent, sans aucun doute, des modifications importantes au niveau de l'attitude et du comportement des gens. Ainsi, dans un premier temps, ils ont été obligés à s'adapter à de nouvelles valeurs, telles que le respect des droits de l'homme et des droits des minorités, l'esprit civique, la liberté d'expression. Deuxièmement, les structures sociales changent aussi avec les nouveaux régimes. L'économie souterraine et des groupes quasi-mafieux amènent au premier plan une classe de nouveaux riches qui influe, tel que nous le verrons tout de suite, sur les réactions de la population.

Somme toute, le passage à une démocratie n'est pas toujours facile, allant jusqu'à susciter la nostalgie du régime totalitaire, dont les principes, même si non conformes à la liberté de la personne, étaient, au moins, bien intégrés par la population. Cela expliquerait peut-être pourquoi, treize ans après la révolte antitotalitaire, 84% de la population roumaine pensent encore que le pays a besoin d'un dirigeant fort qui fasse de l'ordre au pays, 65% croient que les choses évolueraient mieux si les gens obéissaient aux ordres des autorités, 54% soutiennent que l'ordre public est plus important que le respect des droits individuels et 36% seraient d'accord avec la censure (IPP 2003).

Ces scores vont à l'encontre d'un dessin évolutif de la transition roumaine, postulant plutôt une perspective involutive. D'ailleurs, l'un des discours dominant l'Ouest européen précise que « la démocratie est advenue sans contestation possible dans tout cet espace géopolitique

² Qui vient tout juste d'être conclue.

[n. *l'Europe de l'Est*], à l'exception de la Roumanie et de la Serbie » (Sallenave 1995). Dans un texte encore plus récent, Carothers remarque aussi la position délicate qu'occupe le pays : « In the postcommunist world, Moldova, Bosnia, Albania, and Ukraine have at least some significant signs of the syndrome [n. *the feckless pluralism*], with Romania and Bulgaria teetering on its edge » (2002 : 11).

En plus de la polysémie du concept, il faut reconnaître que la notion de transition reste encore assez floue. Comment, par exemple, pourrait-on déterminer la dimension temporelle de la transition ? Si on peut s'entendre sur son début (réforme, révolution, négociation, etc.), quel est le signe ou l'événement qui marquera sa fin ?

D'ailleurs, les débats des « transitologues » sont toujours animés par des positions contradictoires sur des sujets tels que le rôle des élites et des groupes dans une transition, la signification culturelle et sociale des conditions qui assurent la stabilité des nouveaux régimes, l'importance de la stabilité juridique ou économique, etc. (Bermeo 1997, Diamond 2002, Schmitter 2003, etc.). Enfin, le débat le plus récent est celui de Carothers (2002) et O'Donnell (2002), sur l'existence, voire la fin du paradigme de la transition.

Toutefois, la plupart des auteurs semblent s'entendre sur le fait que la transition définit un passage, une transformation qui lie le passé au futur, une période qui désigne le changement d'un régime.

± IDENTITES ET IDENTIFICATIONS

Dans ce contexte-ci, je trouve qu'il est plus utile d'aborder la question des jeux identitaires dans une société postcommuniste, en transition vers la démocratie, à partir du concept d'*identification* que de celui d'*identité*. Je m'intéresse, donc, plutôt au processus qu'à son résultat.

En somme, il y aurait principalement deux modes d'identification : l'auto-identification et l'identification que les autres se font de nous. On peut également parler d'identification

relationnelle, par le positionnement dans un réseau de parenté, d'amis, ou d'identification catégorielle, qui implique l'attachement à un groupe ethnique, national, sexuel (Brubaker et Cooper 2005).

Selon plusieurs auteurs, ce changement de perspective dans le domaine de l'identité est dû, entre autres, aux fluctuations des formes identitaires et des mouvements sociaux entre modernisme, traditionalisme, postmodernisme, ethnicité et nationalisme (Bauman 2001; Brubaker et Cooper 2005; Butler, Laclau et Žižek 2000; Friedman 1994). Le localisme reçoit ainsi un sens différent : les anciennes périphéries deviennent de nouveaux centres, les frontières changent (mais ne disparaissent pas), on semble préférer les pratiques locales à l'identification à l'humanité, etc. (Lemert 1994).

Dans un registre similaire, Herzfeld (2005) touche à cette problématique à travers des concepts tels que l'*intimité culturelle*, la *nostalgie structurelle* et la *poétique sociale*. L'intimité culturelle représente le *soi*, le privé de la nation. Plus exactement, c'est ce qui rend les gens mal à l'aise à l'extérieur, mais qui les rassurent dans la socialisation. Elle prend souvent la forme d'auto-stéréotypes et a un caractère tout à fait paradoxal : elle est un antidote au formalisme du nationalisme culturel. La fixité culturelle imposée par les États-nations pourrait être aussi combattue à travers la *nostalgie structurelle*, synonyme de l'évocation d'un temps où tout se passait bien (mieux) et où le monde était plus généreux et moins compliqué.

L'intimité culturelle et la nostalgie structurelle agissent par l'entremise de la *poétique sociale*, des stratégies par lesquelles les individus essaient de récupérer un avantage particulier et de le transformer en condition permanente. Le moyen qu'ils se donnent le plus souvent est l'usage des stéréotypes dans l'interaction sociale.

L'intervention de Herzfeld est fondamentale, à mes yeux, pour l'analyse de la Roumanie postcommuniste, car elle offre une « clé » pour ouvrir la porte de la « vie privée de la nation ».

Par conséquent, je noterais au moins six aspects qui, de mon point de vue, caractérisent ce que j'appelle les stratégies identitaires dans la société roumaine contemporaine :

1. la question de la confiance ;
2. le rapport à l'argent ;
3. la réorganisation de l'espace privé et des modes de vie ;
4. la renégociation des genres ;
5. le « complexe du marginal » ;
6. le nationalisme.

1. La confiance / l'absence de confiance

Après plusieurs décennies de dictature, marquées par la censure de la mémoire et du droit à la parole, marquées par de nombreuses distorsions de l'histoire officielle, au profit du pouvoir totalitaire, la société roumaine souffre encore d'un manque de solidarité et de confiance dû, entre autres, à la fragilité de la société civile et à une absence de communication.

J'aimerais y souligner au moins deux aspects. Tout d'abord, rappelons-nous que l'une des caractéristiques prégnantes de toute dictature est la peur qu'elle inflige à la population. Dans l'Europe communiste, on avait peur de tout le monde, parfois même de nos proches. Avec la Stasi en Allemagne de l'Est, le KGB en Russie et la Securitate en Roumanie, nous étions tous pareils : des potentiels détracteurs.

Et la rumeur circulait : untel serait collaborateur de la police politique, un autre officier *undercover* de la Securitate, etc. On ne savait plus qui était qui, on ne distinguait plus les bons des méchants. Monsieur/Madame Tout-le-monde pouvait nous dénoncer pour une blague politique, pour avoir vu chez nous un exemplaire photocopié d'un livre interdit ou des produits illégaux, procurés sur le marché noir³.

Oana Orlea, une écrivaine roumaine qui vit présentement en France, a été incarcérée à seize ans, pour confection de tracts. Entre 1952 et 1957, elle a connu treize prisons de la Roumanie communiste⁴.

³ Je ne parle pas de produits illicites tels que la drogue. Je pense, par exemple, aux cigarettes et aux chocolats yougoslaves, aux revues allemandes, aux bijoux polonais, aux produits cosmétiques hongrois.

⁴ Orlea a publié ses souvenirs de détention dans un livre admirable, *Les années volées*, paru en 1992, chez Seuil.

Avec l'ouverture récente des archives de la Securitate, d'autres exemples se révèlent à nous. Ainsi, les premiers dossiers rendus publics ont déjà créé des surprises : plusieurs journalistes, parlementaires et hauts prélats se retrouvent parmi ceux qui avaient signé des engagements avec la police politique communiste. Dans un article paru le 10 octobre dernier, dans le quotidien roumain *Evenimentul zilei*, un ancien dissident, Vasile Gavrilesco, présente son dossier de la Securitate, en dévoilant l'identité du principal informateur en ce qui le concernait : c'était sa conjointe (Iolu 2006).

On a donc, d'un côté, ce type de peur, qui a été travaillé pendant plus de quarante ans et qui continue à être traduit, même de nos jours, par un manque de confiance envers les concitoyens.

Dans un deuxième temps, j'identifie la peur générée par l'explosion de la corruption après 1989 : on n'a plus confiance dans le système de santé, puisqu'on n'est jamais certains d'avoir soudoyé tout le monde; on ne croit plus aux médias parce qu'on sait que telle télévision a été achetée par un tel politicien; on n'a plus confiance dans le système judiciaire ou encore dans celui bancaire, parce que la plupart des fonctionnaires sont corrompus; ainsi de suite.

Ce manque de confiance généralisé est présent dans la quasi-totalité de mes entretiens réalisés en Roumanie entre 2005 et 2006. Dans ce contexte-ci, Gills et Rocamora (1992) utiliseraient le syntagme « démocratie de basse intensité »⁵. Elle est générée par et engendre, à son tour, des sentiments d'incertitude.

Ce lien, entre incertitude et démocratie, est d'ailleurs largement exploité chez Uslaner et Badescu (2003), deux auteurs qui ont beaucoup écrit sur la question de la confiance. Et la confiance, selon eux, serait l'attitude à adopter pour dépasser l'incertitude qui produit, en lien avec des problèmes socio-économiques, la « démocratie de basse intensité ».

⁵ La démocratie de basse intensité définit une situation où il y a un danger qui plane sur la consolidation et même la survie d'une démocratie en transition

2. Le rapport à l'argent

L'absence de confiance, comme j'ai essayé de le suggérer antérieurement, est aussi liée à la question pécuniaire. Et je vais vous donner un exemple, analysé à fond par une anthropologue américaine qui a beaucoup travaillé en Roumanie, Katherine Verdery (1995).

Il s'agit de Caritas, un investissement de type pyramidal, qui a généré un phénomène socio-économique de masse en Roumanie dans les années '90. Je ne sais pas si vous êtes au courant avec le système : bref, on donne de l'argent à l'initiateur de la pyramide, qui l'« investit » et on récupère, dans les trois mois qui suivent, un montant huit fois plus grand que celui initialement investi. En Roumanie, 400.000 personnes y ont investi presque un milliard de dollars US.

Comment a-t-il été possible? La rumeur serait l'une des réponses envisageables. À l'époque, on disait que le directeur de Caritas faisait des affaires avec les Juifs, ce qui était un indicateur positif, étant donné l'apparition parallèle de la Fondation George Soros⁶. On attribuait également à Caritas des affaires avec les Roms riches, avec l'ancienne nomenklatura communiste ou encore, sur fond de guerre dans les Balkans, le commerce illicite d'armes à feu dans les pays ex-yougoslaves. Toutes ces allégations menaient à un scénario de succès. En outre, la population avait aussi comme modèle de succès les « Dorian Gray », désignés par Ganev (2001) comme étant des acteurs puissants des régimes postcommunistes qui avaient utilisé à leur propre bénéfice le capital disponible pour alléger les crises de la transition.

Il y a ici, et Verdery (1995) l'observe très bien, un nouveau rapport à l'argent, à la nouvelle économie, celle de l'investissement. Les gens voulaient avoir de l'argent comme *eux*, être si riches *qu'eux*. Qui sont-ils, ces *autres*? J'aurais toute une liste à vous fournir : les Juifs, les Hongrois, les Roms, le régime Iliescu⁷, le régime Constantinescu⁸, les Turcs pour les

⁶ Investisseur américain, d'origine juive-hongroise. Les fonds Soros finançaient des projets d'éducation à la démocratie, des conférences et des séminaires au sujet des droits de l'homme et des droits des minorités, des recherches, etc.

⁷ Ion Iliescu, président de la Roumanie entre 1990 et 1996, respectivement 2000-2004. Connu comme le président néo-communiste du pays.

⁸ Emil Constantinescu, président de la Roumanie entre 1996-2000. La période est connue comme le régime démocratique de la Roumanie postcommuniste.

Roumains de Dobroudja⁹, les Roms pour les Turcs de Dobroudja, les Roumains pour les Serbes vivant au Banat¹⁰ - quand la Roumanie s'est déclarée alliée de l'OTAN lors de la guerre des Balkans -, les nouveaux étudiants musulmans en Roumanie, etc. Et ça a été, bien sûr, en partie de leur faute (imaginée ou non, mais certainement pas imaginaire) que le système Caritas s'écroula en '94-'95.

Cependant, les gens n'ont pas cessé d'y croire. Ils voulaient devenir/être de braves capitalistes. Et il y a eu d'autres « Caritas », cette fois-ci dans des contextes plus organisés : dix banques et un fond national d'investissements ont été dévalisés entre 1990 et 2004. Les gens qui y avaient des comptes d'épargne ont quasiment tout perdu. Un journal roumain qui a enquêté sur l'affaire estime la perte globale à 23 milliards d'euros (Pastia 2005).

Ainsi, le taux de confiance dans les systèmes bancaire, juridique et politique a baissé considérablement. Cela se traduit également par un taux d'absentéisme de plus en plus grand aux élections locales et/ou parlementaires. Et, dans le contexte de l'ouverture des frontières, il y a eu de plus en plus de gens qui ont choisi de partir à l'étranger pour travailler¹¹.

3. La réorganisation de l'espace privé et des modes de vie

L'un des aspects qui m'a peut-être le plus marquée en rentrant en Roumanie après une absence d'à peu près trois ans a été l'importance que les gens accordaient à la réorganisation du chez-soi. Dès que je suis allée revoir ma mère, qui habite un immeuble comptant dix logements, ses voisins m'ont invitée à visiter leurs appartements pour que je voie les réaménagements qu'ils avaient faits depuis mon dernier passage dans la ville. Et je dois vous avouer que c'était assez impressionnant.

Mais, en fin de compte, ce n'est pas très difficile à comprendre. Pendant l'époque communiste, les logements étaient désignés par les structures du parti communiste unique. De

⁹ Région du Sud-est roumain, ayant une population musulmane assez nombreuse (surtout des Turcs et des Tatars).

¹⁰ Région du Sud-ouest roumain, aux frontières avec l'ex-Yougoslavie et la Hongrie.

¹¹ On estime qu'environ un million de personnes ont quitté la Roumanie pendant les quatre dernières années.

plus, il n'y avait pas une grande variété de meubles ou d'appareils électroménagers, donc l'organisation de l'espace était assez pauvre et uniforme.

En outre, la Roumanie communiste imposa à un moment donné la centralisation de la distribution d'eau chaude et de chauffage. Vers la fin des années '80, la situation devint dramatique, puisque l'appareil étatique avait décidé de faire des économies drastiques, pour rembourser la dette externe du pays. Bref, il y avait des horaires stricts pour le chauffage et l'eau chaude, peu importe les conditions climatiques.

Dans un tel cas de figure, ce n'est pas du tout étonnant que le premier grand investissement de ma mère après la révolution de '89 ait été un système de chauffage individuel. Et les gens changèrent tout : les meubles, les fenêtres, les salles de bain, la peinture, les planchers, etc. Ils achètent des appareils électroménagers, des télévisions, des ordinateurs, ils changent de voiture régulièrement, en y investissant des montants impressionnants.

En outre, on peut noter des modifications importantes non seulement à l'intérieur des propriétés, mais à l'extérieur aussi. Avec l'industrialisation des sociétés communistes, les villages ont été carrément dépeuplés dans les années '70-'80. De nos jours, on assiste à une repopulation massive des villages. Soit les gens se réapproprient les maisons en les transformant en résidences secondaires, soit ils les vendent à des investisseurs en agriculture - assez souvent des citoyens étrangers.

L'espace devient, ainsi, de plus en plus politisé, puisque les différences sont visibles. Tout d'abord, on note l'apparition d'une nouvelle classe de riches qui nage dans l'opulence et qui contrôle les systèmes juridique et administratif. D'autre part, il y a ceux qui travaillent à l'étranger et qui ont les moyens de moderniser le chez-soi, qui se permettent des vacances à l'étranger et pour qui les couts de la vie de tous les jours ne constitue pas un problème. Et, enfin, il y a les très pauvres, qui sont, en général, ceux qui ont perdu leurs emplois avec la chute industrielle des années '90 et qui n'ont pas trouvé de solutions-autres que l'aide sociale.

Selon Bourdieu (1993), pour comprendre ces différents espaces/lieux, il faut pratiquer une pensée *para-doxale* : faire preuve de bon sens et de bons sentiments. Enfin, il faudra penser l'espace social en lien avec l'espace physique, l'habitus en lien avec le corps.

4. La renégociation des genres

Les déplacements à travers les anciennes frontières européennes engendrent une autre série de problèmes dont ce que j'appellerais, sans en être une spécialiste, la renégociation des genres.

Elena Ceausescu a été, peut-être, la femme la plus visible parmi les épouses des chefs d'État provenant du bloc de l'Est. D'ailleurs, elle a occupé la fonction de vice-première ministre pendant un long laps de temps. Ainsi, le souverain communiste n'a pas été unique en Roumanie. À travers les discours ou des mesures légales, le couple totalitaire a « genré » la population¹². C'est avec Elena Ceausescu que les Roumaines ont appris comment il fallait se porter femme : toujours vêtue d'une robe ou d'une jupe et sans aucun droit sur le propre corps, car le couple avait interdit l'avortement et les contraceptifs dès les années '60¹³.

Les femmes ont dû renoncer aux crèmes, aux rouges à lèvres, aux serviettes hygiéniques, aux déodorants, etc. Le sujet peut sembler frivole, mais je vous donne un exemple qui montre que, même dans un espace-limite, tel que celui de la prison, où ces objets s'avèreraient sans importance, par rapport aux vécus plus graves de tous les jours, traduits souvent par des tortures atroces, la question des objets usuels se dévoile plus importante qu'on serait tentés de le croire :

« Bien entendu, on nous enlevait lacets, montres, soutiens-gorge et ceintures. Le pire était que je n'avais pas de peigne, pas de brosse à dents, pas de serviette. Rien. J'avais une jupe, un corsage déchiré et des sandales. Je n'avais même pas un mouchoir pour m'essuyer. C'est inimaginable ce que l'on peut souffrir du manque de ces objets usuels. Ils le savent. Tout est minutieusement pensé, calculé, ordonné. Se montrer aux interrogatoires sale, non peignée, avec - chez les femmes

¹² Par exemple : le contrôle des naissances ; la négation, voire l'interdiction de l'homosexualité. Le résultat de cette dernière propagande a eu, d'ailleurs, des résultats « remarquables », car la loi incriminant l'homosexualité a été abolie uniquement en 2001, une bonne dizaine d'années après la chute du régime totalitaire.

¹³ Selon les statistiques de l'Institut de médecine légale, 7 280 femmes sont décédées entre 1976 et 1989, suite à un avortement illégal. Pourtant, on pense que le chiffre est supérieur, car les célibataires n'étaient pas incluses dans la statistique (Moise 2003).

âgées - les seins ballotants ou les cheveux qui ont repoussé moitié gris, moitiés teints... était humiliant; et cette humiliation finissait par corroder les résistances » (Orlea 1992 : 31-32).

Les femmes n'étaient plus des femmes, des mères, des filles, mais des camarades¹⁴.

Avec la démocratisation de la Roumanie, on assiste à l'émancipation des femmes roumaines, qui deviennent de plus en plus présentes dans l'agora, quoique la société roumaine reste encore assez orthodoxo-phallocrate. Mais, malheureusement, cette renégociation de statut a, dans beaucoup de cas, des résultats néfastes sur la vie privée de ces femmes.

Je fais référence surtout au phénomène de migration en masse vers les marchés de travail allemand, autrichien, italien, suisse ou encore espagnol. Les femmes de l'Europe de l'Est, dont beaucoup viennent de Roumanie, y sont employées comme femmes de ménage, très souvent au noir. Étant donné que la loi européenne leur interdit d'y rester plus de six mois/an, elles ont organisé tout un système de remplacement. Par exemple, dans le bâtiment où j'ai habité pendant mon séjour de neuf mois en 2005, sur dix appartements, quatre étaient parties. Celle qui habitait de vis-à-vis, « *switchait* » avec une Croate. Les deux au deuxième étage avec une Slovaque et une Estonienne. Toutes les trois allaient en Allemagne. Celle au premier étage était chanceuse : son *switch* était sa cousine, donc elles pouvaient s'organiser en fonction des événements de famille, les fêtes des enfants par exemple.

En général, ce sont des femmes âgées de 25 à 45 ans qui y vont. Elles ont donc des enfants jeunes et parfois très jeunes, qui vont rester à la maison avec leurs pères, le plus souvent chômeurs.

Ces déplacements engendrent des modifications énormes dans le mode de vie : le couple n'est plus un vrai couple, les enfants n'ont plus vraiment de figure maternelle et parfois de vrais drames se produisent (Le nombre de mineurs suicidaires a augmenté considérablement les deux dernières années en Roumanie).

¹⁴ Titre imposé pour désigner les personnes dans l'espace public. On ne pouvait plus utiliser les appellatifs « Madame, Monsieur, Docteur, Maître ». Chaque nom devait être obligatoirement précédé du titre « Camarade ».

5. Le « complexe du marginal »

C'est un thème dont on parle assez souvent entre nous, gens de l'Est, mais il est rare qu'on en discute devant les étrangers. Nous voilà, donc, en pleine théorie de l'intimité culturelle de Herzfeld (2005).

Ce que j'appelle « le complexe du marginal » se traduit par le fait qu'on a été trop longtemps absents de l'histoire et que nous trouvons que le monde ne nous intéresse pas trop. Sans accès aux informations, à la vie, on s'est contentés d'opérer uniquement avec la survie. Pauvres par rapport à l'Europe occidentale, on ne parle pas les langues de circulation, on est souvent associés au Tiers Monde, enfin, on est souvent victimes de préjugés.

On est les plus à l'Est, on est les uns des derniers à accéder à l'Union européenne. Bref, il y a identification et auto-identification à la périphérie. En Roumanie, nous nous imaginons et nous sommes imaginés étant la banlieue-problème : celle qui apporte la maladie, qui vole, qui exporte le plus grand nombre de prostituées à l'Occident, etc. Désignés comme étant des marginaux, les Roumains finiront, probablement, par assumer cette identité.

Une ancienne collègue, qui fait un stage en Belgique, m'a écrit il y a deux mois à ce sujet-ci. Deux choses l'ont choquée lors de son séjour occidental : [1] que les gens du bureau pensaient que Budapest était la capitale de la Roumanie et [2] qu'ils étaient étonnés qu'elle soit blonde, puisqu'ils assimilaient les Roumains aux Roms, donc s'attendaient à ce qu'elle ait un teint plus foncé. Comme, de nos jours, être Rom en Europe n'est pas un atout, elle l'a très mal pris, semble-t-il.

Le problème du marginal pourrait donc être résumé ainsi : soit on n'existe pas en Europe, soit, si l'on est, on est identifiés aux plus démunis.

Alors ce n'est pas étonnant que les gens s'obstinent à s'auto-inclure, au moins symboliquement - puisque le projet géographique a échoué avec la décomposition de l'Empire

austro-hongrois en 1918 -, dans l'Europe centrale. Je ne sais pas si vous êtes au courant, mais dire aux Roumains que la Roumanie est un pays balkanique - qui, à la limite, ne serait pas très faux -, est quasiment une insulte. Parce les Balkans appartiennent traditionnellement à l'ex-Yougoslavie, à la Bulgarie et à l'Albanie. Alors comment faire front commun avec un pays dévasté par une guerre (l'ex-Yougoslavie) et un autre par la famine (l'Albanie)? En outre, j'ai observé, surtout dans les régions de l'Ouest du pays, où j'ai fait mon terrain, que même la titulature Europe de l'Est ne convient point. Les Roumains veulent être, plus que jamais, dans l'Europe centrale.

6. Le nationalisme

Dans ce contexte-ci, mais aussi au fond des problèmes socio-économiques et des balbutiements de la population sur un marché qui se base sur des valeurs complètement différentes de celui que tout le monde avait connu jusqu'en 1989, et d'un dégoût civique et politique, je trouve tout à fait prévisible la montée du nationalisme dans les dernières années, parallèlement aux manifestations antisémites et xénophobes de plus en plus puissantes.

À cela il faut ajouter que les groupes ethniques sont devenus de plus en plus visibles à partir de 1992, quand l'État roumain reconnut officiellement dix-huit minorités ethniques, en leur garantissant des privilèges tels que des subventions gouvernementales, l'éducation en langue maternelle, des inscriptions bilingues dans les localités où un certain groupe ethnique était majoritaire, etc.

Pour mieux illustrer la situation, je vais citer en ce qui suit du dernier sondage portant sur l'intolérance, la discrimination et l'autoritarisme dans l'opinion publique : 30,4% des répondants pensent que les Roumains ne devraient pas se mélanger avec les autres nations; 60% croient que les Roms ne devraient pas avoir le droit de voyager à l'extérieur, pour ne pas dénigrer l'image de la Roumanie; 36% pensent que les Roms devraient vivre séparément du reste de la population et 25,8% pensent que les Hongrois de Roumanie devraient partir vivre en Hongrie; enfin, 31,3% considèrent qu'il faut défendre aux Roms l'accès dans des espaces publics, bars, restaurants (IPP 2003).

Mais étant donné la vague nationaliste qui traverse l'Europe entière et en invoquant les propos de Michael Herzfeld (2005), je me dis qu'il y a toujours de l'espoir si on pense que le nationalisme peut devenir ironiquement la base de l'intimité culturelle et de l'affection.

± EN GUISE DE CONCLUSION

Burawoy et Verdery (1999) vont un peu dans ce même sens, en suggérant qu'il faudrait plutôt faire attention au particulier, aux « petites transformations », aux initiatives locales, aux attitudes, finalement, au contenu de cette transition, qu'à sa forme, qu'à son aspect général.

Est-ce que je partage leurs opinions ? En partie, oui. Mais il ne faut pas oublier que les Balkans, l'Europe de l'Est ont toujours été des mondes du « particulier », des mondes où primait la fascination du quotidien. Donc la solution que ces auteurs proposent vient peut-être d'un passé qui est souvent interprété comme étant trop éloigné.

Mais je crois quand même à la nécessité d'une certaine éducation civique (ici je vise surtout les attitudes nationalistes et l'autoritarisme), d'un processus de réapprentissage de la vie commune et de la vie en commun. Et cela ne pourra pas probablement se réaliser sans qu'on arrête de voir les changements de frontières comme étant apocalyptiques et de considérer les sociétés « hybrides » à l'extrême polaire.

Un deuxième enjeu très important, à mes yeux, serait de mettre en relation mémoire et oubli (Augé 2001), de traiter de la question des abus de mémoire, de la mémoire empêchée et manipulée (Todorov 1995). La remémoration de la vie totalitaire est souvent douloureuse et l'oubli n'est pas facile.

Cela explique les « memory holes », visibles dans plusieurs des témoignages que j'ai enregistrés. Caruth (1996) postulait que le trauma n'était pas localisable uniquement dans l'événement original du passé, mais surtout dans sa non-assimilation, pouvant ainsi se retourner et hanter plus tard le survivant. Il ne reste donc qu'à l'expliquer, à lui trouver un

sens, à pouvoir l'intégrer dans le quotidien. Sinon, la personne continuera à « voyager » en permanence entre un dehors et un dedans, entre moi et l'objet.

La question des abus de mémoire est délicate, surtout si on note, avec Todorov (1995), que les régimes totalitaires représentent un terrible danger pour l'effacement de la mémoire. Le devoir de mémoire devient donc d'autant plus important dans le cas d'un pays comme la Roumanie.

Pour citer Todorov :

« [...] d'une part, comme dans le travail d'analyse ou de deuil, je désamorce la douleur causée par le souvenir en le domestiquant et en le marginalisant ; mais, d'autre part [...], j'ouvre ce souvenir à l'analogie et à la généralisation, j'en fais un *exemplum* et j'en tire une leçon; le passé devient donc principe d'action pour le présent » (1995 : 31).

On fait souvent référence à Orwell quand on parle du mal totalitaire, avec son *1984*. En ce qui me concerne, j'ai été récemment interpellée par un film de Steven Spielberg : *Artificial Intelligence*. C'est de ce film que je veux parler en guise de conclusion, car il traite de la transition d'un jeune Mecha (mécanique) à l'état d'Orga (organique). L'histoire est assez simple : le jeune essaie de se faire aimer par une mère Orga, qui lui a été donnée et qui l'a finalement choisi. Le problème est que cette transition a duré 20 000 ans. Tout ce qu'il me reste donc à espérer c'est que les « Mechas » de l'Est réussissent plus vite dans leurs projets.

A.J.

Montréal, octobre 2006

Bibliographie

- AUGÉ M., 2001, *Les formes de l'oubli*. Paris, Rivages.
- BAUMAN Z., 2001, « Identity in the globalizing world », *Social Anthropology*, 9, 2: 121-129.
- BERMEO N., 1997, « Myths of Moderation : Confrontation and Conflict during Democratic Transitions », *Comparative Politics*, 29, 3 : 305-322.
- BOURDIEU P., 1993, *La misère du monde*. Paris, Seuil.
- BRUBAKER R. et F. COOPER, 2005, « Beyond "identity" »: 28-63, in R. Brubaker, *Ethnicity without Groups*. Cambridge, Harvard University Press.
- BURAWOY M. ET K. VERDERY, 1999, *Uncertain Transition*. Lanham, Rowman & Littlefield Publishers.
- BUTLER J., E. LACLAU et S. ŽIŽEK, 2000, *Contingency, Hegemony, Universality*. London, Verso Books.
- CAROTHERS T., 2002, « The End of the Transition Paradigm », *Journal of Democracy*, 13, 1 : 5-21.
- CARUTH C., 1996, *Unclaimed Experience : Trauma, Narrative and History*. Baltimore, Johns Hopkins University Press.
- DIAMOND L., 2002, « Thinking About Hybrid Regimes. Elections Without Democracy », *Journal of Democracy*, 13, 2 : 21-35.
- FRIEDMAN J., 1994, *Cultural Identity and Global Process*. Thousand Oaks, Sage Publications.
- GANEV V. I., 2001, « The Dorian Gray effect : winners as state breakers in postcommunism », *Communist and Post-Communist Studies*, 34 : 1-25.
- GILLS B. et J. ROCAMORA, 1992, « Low Intensity Democracy », *Third World Quarterly*, 13, 3 : 501-523.
- HERZFELD M., 2005, *Cultural Intimacy. Social Poetics in the Nation-State*. New York et London, Routledge.
- IOLU L., 2006, « Turnat de nevasta » [trad. « Dénoncé par sa femme »], *Evenimentul zilei* du 10 octobre 2006. Consulté sur Internet (<http://www.evz.ro/article.php?artid=275570>) , en octobre 2006.
- IPP - INSTITUT DE POLITIQUES PUBLIQUES, 2003, *Intoleranță, discriminare și autoritarism în opinia publică* [trad. *Intolérance, discrimination et autoritarisme dans l'opinion publique*]. Bucarest, Institutul pentru politici publice.
- LEMERT C., 1994, « Dark Thoughts about the Self » : 100-129, in C. Calhoun (ed.), *Social Theory and the Politics of Identity*. Oxford et Cambridge, Blackwell.
- MIHĂILESCU V., 2003, « Șemineul se întoarce » [trad. « La cheminée est de retour »], *Dilema*, 553. Consulté sur Internet (<http://www.dilemaveche.ro/>), en octobre 2006.
- MOISE E., 2003, « A fi (barbat) sau a nu fi (femeie), sau cum în România femeile sînt egale cu barbatii, cu exceptia capului familiei » [trad. « Être (homme) ou ne pas être (femme), ou comment en Roumanie les femmes sont les égales des hommes, sauf s'ils sont à la tête de la famille »], *Observatorul cultural*, 160. Consulté sur Internet (<http://www.observatorcultural.ro/arhivaarticol.phtml?xid=7927>), le 6 décembre 2003.

- O'DONNELL G., 2002, « Debating the Transition Paradigm. In Partial Defense of an Evanescent "Paradigm" », *Journal of Democracy*, 13, 3 : 6-12.
- ORLEA O., 1992, *Les années volées. Dans le goulag roumain à seize ans*. Paris, Seuil.
- PASTIA E., 2005, « România, o țara de pagubiti » [trad. « La Roumanie, un pays des perdants »], *Săptămâna financiară* du 22 août 2005. Consulté sur Internet (http://biz.hotnews.ro/articol_29932-Romania-o-tara-de-pagubiti-de-Edward-Pastia.htm), en octobre 2006.
- SALLENAVE D., 1995, « Nouvelles de l'est : oh ! les beaux jours », *Futur antérieur*, 27, 1. Consulté sur Internet (http://multitudes.samizdat.net/article.php3?id_article=896), en octobre 2006.
- SCHMITTER P. C., 2003, « Democracy in Europe and Europe's Democratization. Making Sense of the EU », *Journal of Democracy*, 14, 4 : 71-85.
- TODOROV T., 1995, *Les abus de la mémoire*. Paris, Arléa.
- USLANER E. et G. BADESCU, 2003, *Social Capital and the Transition to Democracy*. London et New-York, Routledge
- VERDERY K., 1995, « Faith, Hope, and Caritas in the Land of the Pyramids: Romania, 1990 to 1994 », *Comparative Studies in Society and History*, 37, 4: 625-669.